

État du monde (1^{ère} partie)

L'ambassadeur Yves Gazzo ne se contente pas de nous dresser un état du monde tel qu'il se présente actuellement à l'issue des crises et conflits en cours ou advenus au xx^e siècle ; en effet, il nous propose un certain nombre de voies et de moyens pour que le monde et l'Europe en particulier affrontent avec confiance l'avenir. Dans cette première partie, il dresse un « état des lieux » sans concession.



Tension entre Palestiniens et soldats israélien à Jérusalem

Le monde, « quo vadis » ?

Crises en tous genres, fragilité de l'ordre international, tentation des politiques de diriger « à l'émotionnel » aux dépens du rationnel, replis identitaires : les événements que nous traversons soulignent la nécessité pour les politiques de reprendre la main en se concentrant sur un « mix » anticipation des crises et gestion sélective des informations, de développer l'éducation des citoyens et de retrouver une « colonne vertébrale » dans les actions qu' ils mènent au sein de la cité au risque d'être emportés par des vagues de mécontentements en tous genres.

L'ordre international est fragile et en évolution constante ; au cours du seul xx^e siècle, notre monde a été le théâtre :

- de deux guerres mondiales ;
- de la décolonisation d'un nombre important de territoires qui sont devenus des États nations issus des décombres de l'Empire ottoman (les traités de Sèvres de 1920 et celui de Lausanne de 1923 grâce auquel les Turcs obtiendront que la possibilité de création d'un

État kurde mentionnée dans le traité de Sèvres soit annulée ;

- d'accords entre les puissances influentes de l'époque (accords Sykes-Picot de 1916 qui consacrent en grande partie le partage des territoires au Moyen-Orient actuel notamment le Liban et la Syrie pour la France, la Palestine, la Jordanie créée en 1920 etc.) ;
 - du découpage géographique de territoires de l'Afrique noire, certains États changeant de mandataire en fonction des aléas des guerres mondiales (territoires administrés par les Allemands - Rwanda, Burundi, Tanganyika, Togo, etc. - et réalloués aux puissances déclarées victorieuses - Belgique, France, etc. -).
- Toujours au cours de ce siècle un autre empire est né : l'Empire soviétique, ce qui allait progressivement nous conduire vers un monde bipolaire sur fond d'affrontements idéologique, militaire mais aussi économique ; l'exploration /exploitation du pétrole, des matières premières va devenir un enjeu de la concurrence acharnée entre ces deux nouveaux empires que constituent les États-Unis d'Amérique et l'URSS.

L'État d'Israël va aussi voir le jour et cherchera à trouver sa place dans un Orient compliqué, tandis que la crise de Suez de 1956 marquera le passage de témoins entre les anciennes puissances, la Grande-Bretagne et la France en intégrant la CEE qui deviendra l'UE au début de notre siècle actuel (traité de Lisbonne 2008), une structure originale souhaitant instaurer un espace irréversible de paix en Europe occidentale d'abord, puis en

Europe tout court après la chute du mur de Berlin en 1989 et la décomposition de l'Empire soviétique qui s'en suivit. Au cours de ces

« Avec la fin de la Guerre froide et du communisme international, les États-Unis ont eu des difficultés à trouver un opposant de taille »

années de confrontation sévère entre États-Unis et URSS, les pays nouvellement entrés dans le concert des nations et des nations dites unies (création de l'ONU en 1945/46 avec la kyrielle d'organisations satellites, FMI, BIRD) préférèrent former un groupe de pays « non alignés » (conférence de Bandung de 1955 avec 77 pays signataires) tandis que les accords d'Helsinki de 1975 visaient à éviter qu'un déluge de feu nucléaire suite à un conflit entre les deux empires du moment n'anéantisse notre planète.

Avec la fin de la Guerre froide et du communisme international, les États-Unis ont eu des difficultés à trouver un opposant de taille (co-

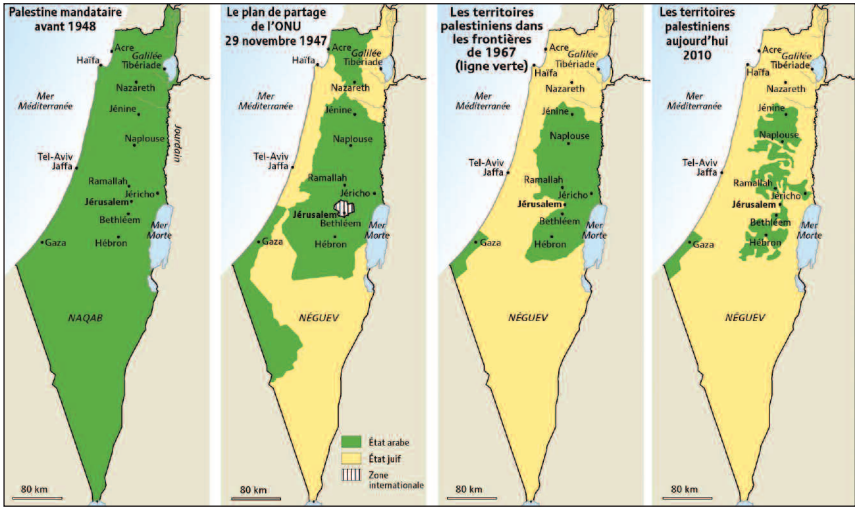


La rupture de 1989 : réunification de l'Allemagne et disparition du pacte de Varsovie

alition contre les forces du mal, guerres contre l'Irak, guerre en Afghanistan, etc.), l'Europe se cantonnant à son rôle de puissance commerciale et de défenseur pacifique du multilatéralisme, des droits de l'homme et des valeurs démocratiques.

La mondialisation à l'œuvre allait cependant faciliter l'arrivée d'un nouvel acteur au niveau mondial, la Chine, membre préminent des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), mais aussi la « promotion » de facteurs de crises du national au niveau régional et mondial (crime organisé, climat, conflits religieux, etc.), sans parler des empires qui rêvent de renaître (Russie, Turquie, etc.) voire du califat islamique.

Parmi ces crises, celle de la vague de migrants, vers l'Europe en particulier, soulève plusieurs problèmes dont celui de l'anticipation de crises à venir et ce, malgré une avalanche d'informations disponibles grâce aux systèmes modernes de communication. Ce phénomène pose le problème du traitement



Une bonne carte vaut mieux qu'un long discours... Evolution des états arabe et juif entre la fin de la guerre et aujourd'hui

intelligent de ces informations, la tentation de facilité consistant pour les politiques à faire du « suivisme » de l'information en accordant la part belle à « l'émotionnel » (choc des images), ce qui est mortifère à terme. Cette

« Face à ces crises d'un nouveau genre qui se superposent aux anciennes, le rôle du politique doit redevenir central »

approche s'appuie sur l'acculturation d'une partie croissante des populations, mais pas uniquement sur le continent européen, le risque étant double car au constat de replis identitaires ici et là (peur de la mondialisation et des risques collatéraux réels ou imaginaires prêtés à cette dernière : risques économiques mais risques de guerres atomique, cyber, etc.) s'ajoute celui d'une modification en cours du destin de tous les continents, celui de l'Europe en particulier. Face à ces crises d'un nouveau genre qui se superposent aux anciennes, le rôle du politique doit redevenir central y compris dans sa tâche d'éduquer au

sens large (y compris développer l'esprit critique) au risque de laisser notre planète finir sa course prématurément.

La précarité de l'ordre international : est-ce vraiment nouveau ? Les changements Un ordre en mutation

Si l'ordre international a semblé être un acquis, c'est qu'il y avait une sorte de *modus vivendi* (la Guerre froide, un équilibre de la terreur « rassurant », la seule surprise pouvant être la destruction de la planète par un conflit nucléaire de grande envergure) et que l'Europe a longtemps eu la certitude, voire la prétention d'être dans le « siège du conducteur », avec les États-Unis dans certains domaines, de la maison monde se satisfaisant de la promotion de son « *soft power* » qu'elle cherchait à exporter à tout prix ; « faites de la démocratie », vous ne ferez pas la guerre. La chute du communisme, la montée en puissance de la Chine, la « renaissance » de la Russie de Poutine /Medvedev après l'épisode désastreux de Eltsine, les conflits du Moyen-

Orient à alliances variables, les tensions en Asie du Sud-Est et en Corée, les aspirations du président turc Erdogan sont autant de sources de conflits, de tensions qui seraient restées contenues du temps des deux grandes super puissances (théorie du « *Dual containment* » de l'administration américaine appliquée au conflit Iran-Irak des années 80). On ajoutera à cela aussi bien la prudence excessive des gouvernements occidentaux par crainte d'un jugement négatif de leurs opinions nationales respectives en cas d'échec de l'intervention militaire (guerre d'Irak pour la France et plus récemment pour la Syrie) que des interventions militaires aux conséquences désastreuses mal évaluées (intervention franco-britannique en Libye).

Besoin d'anticipation et de gestion intelligente des flux d'informations

Il est souvent entendu ici ou là « *qu'on n'avait*

1/ J'ai eu le privilège d'accompagner l'envoyé spécial européen SEM Moratinos lorsque j'étais en poste en Jordanie accrédité au Yémen (1994 - 1998).

pas vu venir la crise » ! Pourtant ce n'est pas par manque d'envoyés spéciaux de toutes sortes¹ ni de résolutions des Nations unies (l'une des plus célèbres restée lettre morte est la 242 par laquelle il était demandé à Israël de revenir sur les frontières de 1948). Les sanctions économiques ainsi que les autres qui furent appliquées n'ont que rarement empêché l'émergence de crises ; ou bien n'est-ce pas plutôt que les dirigeants de ces pays « leaders » du monde, noyés qu'ils sont par un flot continu d'informations en tous genres, n'opèrent pas le tri nécessaire de ce qui est important et consacrent plus de temps à suivre les sondages, préoccupés avant tout par la continuation de leur avenir politique. Il est vrai que la rupture de la séparation assez nette entre conflits /crises intérieures (dont la gestion relevait de la souveraineté de l'État concerné) et crises extérieures complique un peu plus les choses avec l'internationalisation des crises internes antérieurement (les membres de Daech revenus d'Irak et de Syrie qui considèrent la zone du Sahel comme leur nouveau territoire d'expansion ignorant les frontières



Le jeu complexe de Pjong Yang entre Chinois et Américains

LIBRES PROPOS

« Aux zones identifiées comme points chauds, il convient d'ajouter le déplacement du centre de gravité du monde de l'Europe vers l'Asie »

existantes des pays concernés Mali, Niger, Mauritanie, Sénégal, Tchad entre autres).

Crises classiques et déplacement du centre de gravité

Aux zones identifiées comme points chauds, à savoir l'Ukraine, le Moyen-Orient avec Israël, l'Iran, la Syrie, l'Arabie saoudite, la Chine, les Corées, il convient d'ajouter le déplacement du centre de gravité du monde de l'Europe vers l'Asie avec la mise en place d'une stratégie agressive de la Chine comme en témoigne ses plans *One belt, one road (OBOR)* visant à prendre à son compte les routes commerciales maritimes et terrestres de l'Asie vers

l'Europe tout en effectuant son marché de matières premières en Afrique, les États-Unis tirant profit indirectement de ce glissement. Sauf que, ce faisant, les États-Unis participent plus encore à l'affaiblissement du système de démocratie à l'occidentale en favorisant plus ou moins de façon indirecte l'émergence de modèles alternatifs de pouvoir, y compris en confortant les régimes autoritaires (Turquie d'Erdogan, etc.) ; tout ceci dans un contexte de dérèglement climatique, de migrations incontrôlées, de cyberattaques en hausse constante, tous éléments qui contribuent à crispier plus encore les relations entre les politiques, les élites et les citoyens.

Yves GAZZO

Président (h) de l'Académie des Sciences
d'Outre-Mer

La Défense de la France en Europe

« ...Pour organiser notre défense collective, sur une base équilibrée et crédible, trois conditions doivent être réunies.

Définir ensemble la menace. Il y a toujours un risque de divergence entre ceux, à l'est, qui sont principalement focalisés sur le retour des Etats puissances et ceux, au sud, qui concentrent leur attention et leurs efforts sur la lutte contre le terrorisme.

La deuxième condition est de savoir de quoi on parle. L'Europe, est-ce l'Union européenne ou l'Europe géographique ?...

Enfin la troisième condition est d'afficher ensemble une volonté forte. Dans un monde qui réarme massivement, et où les tensions ne cessent de croître, il est urgent que l'Europe affiche une claire détermination de se réapproprier sa défense, une détermination qui, pour la France, comme pour les autres pays, doit se concrétiser en termes budgétaires avec l'objectif de 2 % du PIB à l'effort de défense. L'Europe a depuis trop longtemps désarmé. »

Général d'armée (2s) Pierre de VILLIERS (extrait de son ouvrage *SERVIR*)

Syrie : les modes d'action américain et russe appréciés selon les critères de l'Art opératif

En décembre 2015, le général Jean du Verdier se livrait à une analyse comparative des engagements franco-américain et russe contre Daech. Trois ans après, ses conclusions apparaissent particulièrement pertinentes au regard de la situation actuelle : désengagement franco-américain en cours malgré la survivance de Daech, atteinte de l'objectif politico-stratégique russe...



Hélicoptère d'attaque russe puissamment armé

L'Art opératif

Aujourd'hui les états-majors pratiquent l'art, l'Art opératif ou Art opérationnel, concept développé dans les années 1930 par le général Alexandre Svechine (*operativnoe isskustvo*). Cet officier russe, continuateur de Carl von Clausewitz et de Sigmund von Schlichting, fit une brillante carrière au service du Tsar puis des Soviétiques et fut exécuté sur ordre de Staline en 1938. Bien qu'il n'ait été réhabilité officiellement qu'en 1970, il influença les maréchaux russes vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale.

« L'Art opératif permet d'adapter l'action sur le terrain à l'intention politico-stratégique »

Le mérite de Svechine est d'avoir compris et montré qu'une victoire militaire sur le terrain ne permet pas toujours d'atteindre un objectif politico-stratégique. Nous en avons eu la triste démonstration en Algérie. Malgré ses

brillantes victoires à Austerlitz, à Iéna, à Wagram, Napoléon n'a pas atteint son but stratégique qui était la destruction de l'Angleterre. Il a mal choisi son mode d'action. Suffit-il aujourd'hui d'écraser la Syrie et l'Irak sous les bombes pour éradiquer Daech ?

L'Art opératif permet d'adapter l'action sur le terrain à l'intention politico-stratégique. Il vise à combler un hiatus entre ces deux niveaux de réflexion. Il permet de choisir le mode d'action le mieux adapté aux objectifs recherchés. Quand il aboutit à une impasse, il doit inciter à reconsidérer les objectifs politiques.

Les Américains ont découvert Svechine aux alentours de 1980. Ils ont adopté le vocable *Art opératif* et construisent autour de lui leurs travaux d'état-major. La *Comprehensive Operations Planning Directive (COPD)* de l'OTAN, bible de nos états-majors et de nos écoles de guerre, s'inspire de ses idées. Elle a été reprise dans l'armée française dans le *Guide méthodo-*



logique de planification au niveau opératif (n°152/DEF/CICDE/NP du 26.6.2014).

Si le vocable est nouveau, le concept ne l'est pas. Nos écoles de guerre et nos états-majors pratiquaient depuis longtemps l'*Art opératif*. Comme Monsieur Jourdain écrivait en prose sans le savoir, ils pratiquaient l'*Art opératif* sans le savoir. La question de Foch : « *De quoi s'agit-il ?* » était la première étape d'un processus opératif.

Ce que nous appelons *La Méthode* retenait comme critères d'appréciation d'un mode d'action ami : est-il convenable, réalisable et acceptable ? Nous retrouvons les mêmes termes dans le *COPD* de l'OTAN mais les Américains ont alourdi la procédure, au détriment peut-être de la réactivité des chaînes de commandement.

Convenable, c'est-à-dire permet-il d'atteindre les objectifs fixés par la mission ? (*suitability* dans le *COPD*).

Réalisable, c'est-à-dire compatible avec les moyens disponibles, les soutiens extérieurs et les contraintes de temps et d'espace (*feasibility* dans le *COPD*).

Acceptable, le coût prévisible en terme de ressources engagées et le niveau de risques courus sont-ils supportable au regard des résultats escomptés ?

La réponse à ces questions permet de vérifier la cohérence entre l'intention et l'action proposée. Il nous a semblé intéressant de les poser quant aux interventions des Américains et des Russes en Syrie. Il ne s'agit bien sûr que d'un exercice d'école. Si nous connaissons un peu leurs modes d'actions en observant ce qui se passe sur le terrain, nous ne connaissons pas, en revanche, leurs véritables objectifs politiques. En nous limitant à ces trois questions nous n'appliquons bien sûr qu'une petite partie du processus de l'*Art Opératif*.

Le mode d'action américain

Les Américains, et les Français derrière eux, affirment haut et fort leur volonté de détruire l'État islamique (EI). Ils prétendent mener contre lui une guerre d'anéantissement (*Niederwerfung* de Clausewitz).

Le premier volet de leur mode d'action consiste en attaques aériennes peu nombreuses utilisant des avions et des munitions

modernes et sophistiqués. Elles sont menées à partir de bases lointaines ou de porte-avions et ne visent que des objectifs militaires. Le second volet consiste à utiliser des troupes au sol fournies par des alliés.

Ce mode d'action est-il convenable ?

Il ne semble pas car, même s'il entraîne de lourdes pertes pour l'EI, il n'a stoppé son avance, ni en Syrie ni en Irak. Il ne remet pas en cause son existence. Il correspond plutôt à une interminable guerre de harcèlement (*Ermattung* de Clausewitz).

Dans un conflit conventionnel les militaires estiment qu'une unité ayant perdu le quart de ses effectifs est hors course. Il n'en va pas de même avec les troupes fanatisées de l'EI qui continueront le *djihad* quelles que soient les pertes provoquées par les bombardements. La colonne vertébrale de Daech, axe essentiel pour la survie économique de Daech, la vallée de l'Euphrate n'est pas coupée malgré les frappes sur Rakka.

« Les USA mènent-ils vraiment une guerre totale contre Daech, comme ils le prétendent ? »

Les USA mènent-ils vraiment une guerre totale contre Daech, comme ils le prétendent ? À considérer le mode d'action employé, nous sommes en droit d'en douter.

La destruction systématique des installations pétrolières, des champs de coton et des principaux axes routiers seraient des objectifs faciles pour les aviations *US* et associées. Elle priverait Daech de ses ressources. Le bouclage de la frontière turque qui l'asphyxierait n'est pas réalisé. Les réseaux de télécommunication ne sont pas attaqués.

Le mode d'action américain et le mode d'action français qui lui est associé ne sont pas convenables.

Ce mode d'action est-il réalisable ?

Apparemment oui pour le premier volet, les chargements de bombes sont régulièrement livrés sur les objectifs choisis. En revanche le deuxième volet du mode est irréalisable. La diplomatie ne convaincra pas les prétendus alliés d'intervenir au sol. Les connivences idéologiques entre Daech et les Saoudiens, comme entre Daech et Erdogan, sont trop profondes. L'Arabie saoudite est un Daech qui a réussi. Seuls les Kurdes jouent le jeu mais eux n'avaient pas besoin d'être convaincus.

Le mode d'action américain est-il acceptable ?

L'armée américaine est riche. Néanmoins le coût des missions de bombardement menées contre Daech semble lourd eu égard aux résultats. Si l'on ajoute au prix de l'heure de vol le prix des munitions et les frais logistiques entraînés par le déploiement des unités, on atteint un total faramineux. Des centaines de milliers de dollars par sortie. Pas loin du million peut-être. Il est trop élevé pour être publié. Pour les *USA* et plus encore pour la France, le mode d'action retenu n'est pas acceptable.

Le mode d'action russe

Le mode d'action russe est-il convenable ?

Les Russes se sont lancés dans l'intervention en Syrie avec des objectifs intermédiaires précis et limités. Ils veulent dans un premier temps rétablir la souveraineté de l'État syrien dans la partie utile de la Syrie, assurer la sécurité de leur base navale de Tartous pour ensuite écraser l'État islamique en Syrie.

Leur mode d'action est, comme celui des



DR La présence de ce destroyer symbolise la détermination russe d'être présente en Méditerranée

Américains, à base de frappes aériennes et d'interventions au sol par leurs alliés. Mais le rythme de leurs attaques est plus soutenu. Le chef de l'État-major général des Forces armées russes, Valeri Guerassimov, a annoncé au début du mois de novembre que, depuis le début des opérations russes en Syrie, son aviation avait effectué 2 300 sorties et détruit 4 100 sites, soit environ 70 missions par jour souvent en appui direct des troupes syriennes à qui elles permettent de reconquérir peu à peu leur territoire national. Les troupes syriennes qui se battent au sol s'engagent à fond. Le succès est pour les combattants une question de vie ou de mort.

Le mode d'action russe est donc convenable.

Le mode d'action russe est-il réalisable ?

Oui, *a posteriori*, il le prouve tous les jours sur le terrain. L'axe Damas, Hama, Alep est sécurisé ; la pression sur les djihadistes occupant la province d'El Bab s'accroît ; dans le centre-est du pays les loyalistes resserrent l'étau sur Palmyre se préparant ainsi à rouvrir l'axe reliant Damas à Deir-Ez-Zor ; au nord du pays l'armée syrienne a dégagé la base de Kuweires assiégée depuis 35 mois.

Le mode d'action russe est-il acceptable ?

Il est difficile d'évaluer avec précision le coût

des opérations russes. Nous constatons cependant que les Russes utilisent des appareils anciens amortis depuis longtemps, comme le *Sukhoï 24* qui date des années 70, qu'ils utilisent des munitions peu sophistiquées, qu'ils possèdent en grande quantité, et qu'ils opèrent à partir de Lattaquié, une base proche de

« Mieux vaut ne pas connaître la différence de coût entre une mission de Rafale et une mission de Sukhoï 24 ! »

leurs objectifs ce qui réduit les temps de vol. Les tirs de missiles à partir de la mer ne jouent sans doute qu'un rôle secondaire dans les opérations et s'apparentent plus à des expérimentations ou à des démonstrations de force.

Mieux vaut ne pas connaître la différence de coût entre une mission de *Rafale* à partir du *Charles de Gaulle* et une mission de *Sukhoï 24* à partir de la base de Lattaquié !

Convenable, réalisable, acceptable ?

Il semble donc que les Russes aient mieux assimilé l'*Art opératif* que les Américains et les Français.

Jean du VERDIER
Officier général (2S)